Réponse CNP 2022-02

Missions et prestations réalisées au bénéfice d'une entité assujettie au dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT) en application de l'article L. 561-2 du code monétaire et financier

1 QUESTION

Le commissaire aux comptes ès qualités¹ qui accepte d'effectuer :

- dans le **cadre d'une relation d'affaires** au sens de la NEP 9605² :
 - une mission de contrôle légal ;
 - une autre mission confiée par la loi ou le règlement au commissaire aux comptes qui exerce la mission de contrôle légal de la personne ou de l'entité ;
 - une autre mission légale ou réglementaire réalisée par un commissaire aux comptes pour une personne ou une entité pour laquelle il n'exerce pas la mission de contrôle légal (par exemple, une mission de commissariat aux apports, à la fusion ou à la transformation, une mission CARPA Aide juridique ou une mission CARPA Maniements des fonds) ;
 - une prestation³ ;
- **auprès d'un client occasionnel** au sens de la NEP 9605⁴ :
 - une prestation sans qu'une relation d'affaires soit nouée au sens de la NEP 9605 ;

au bénéfice d'une entité assujettie au dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT) en application de l'article L. 561-2⁵ du code monétaire et financier a-t-il des obligations particulières liées à l'assujettissement de cette entité à ce dispositif au-delà, le cas échéant, des obligations fixées par le texte qui définit sa mission ?

2 RAPPEL DU DISPOSITIF

L'objectif de cette partie est d'effectuer un rappel succinct du dispositif de LCB-FT et non pas d'explicitier de façon détaillée les différentes obligations auxquelles le commissaire aux comptes est soumis.

En matière de LCB-FT les textes légaux et réglementaires⁶ imposent différentes obligations à la structure d'exercice du commissariat aux comptes, qu'elle soit en nom propre ou sous forme de société, à savoir :

¹ Cf. NEP 9605 § 04 reproduit en annexe.

² Cf. NEP 9605 § 10 reproduit en annexe.

³ Cf. NEP 9605 § 11 reproduit en annexe.

⁴ Cf. NEP 9605 § 07 reproduit en annexe.

⁵ Le texte de cet article est reproduit en annexe.

⁶ En particulier, le code monétaire et financier et la NEP 9605 *Obligations du commissaire aux comptes en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme*.

- la mise en place par la structure d'exercice professionnel d'une organisation, de procédures et de mesures de contrôle interne en matière de LCB-FT ;
- la définition et la mise en place de dispositifs d'identification et d'évaluation des risques de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme (BC-FT) auxquels la structure d'exercice professionnel est exposée ;
- la définition d'une politique adaptée à ces risques ;
- l'élaboration d'une classification⁷ de ces risques selon différents critères. L'objectif de cette classification est de contribuer à la détermination du niveau de vigilance que le commissaire aux comptes devra exercer avant d'accepter la relation d'affaires avec un client ou de fournir une prestation à un client occasionnel et également tout au long de la relation d'affaires ou de l'exécution de la prestation.⁸

Par ailleurs, lorsque le commissaire aux comptes intervient dans le cadre d'une relation d'affaires, il lui appartient également :

- d'exercer une vigilance avant d'accepter la relation d'affaires avec un client ;
- d'exercer une vigilance au cours de la relation d'affaires ;
- le cas échéant, de procéder à la déclaration à TRACFIN ;
- de conserver des documents.

De même, lorsque le commissaire aux comptes intervient auprès d'un client occasionnel, il lui appartient également :

- d'exercer ses obligations de vigilance avant d'accepter de fournir une prestation à un client occasionnel ;
- le cas échéant, de procéder à la déclaration à TRACFIN ;
- de conserver des documents.

3 RÉPONSES

3.1 MISE EN PLACE PAR LA STRUCTURE D'EXERCICE PROFESSIONNEL D'UNE ORGANISATION, DE PROCÉDURES ET DE MESURES DE CONTRÔLE INTERNE EN MATIÈRE DE LCB-FT

Lors de l'élaboration de la classification⁹ des risques de BC-FT le commissaire aux comptes considère :

- les caractéristiques des clients ;
- les activités des clients ;
- la localisation des clients et de leurs activités ;
- les missions et prestations proposées par la structure d'exercice professionnel.

Le fait qu'un client soit un assujetti au dispositif LCB-FT constitue l'une de ces caractéristiques. Cependant, cet assujettissement est lié au fait qu'il a été considéré, au regard de la LCB-FT, que le

⁷ Cf. extrait NEP 9605 § 03 reproduit en annexe.

⁸ Pour ce faire, le commissaire aux comptes peut utiliser les outils E5 « Exemple de classification des risques de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme », O6-1 « Exemple Synthèse de l'évaluation des risques de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme par client » et O6-2 « Exemple Clients - Niveau de risque de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme et Mesures de vigilance associées », figurant sur l'espace documentaire Sidoni.

⁹ Cf. extrait NEP 9605 § 03 reproduit en annexe.

secteur financier ou non financier auquel ce client appartient pourrait être instrumentalisé à des fins de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme. Afin d'éviter cette instrumentalisation, l'assujettissement au dispositif LCB-FT et les différentes obligations qu'il impose constituent des mesures d'atténuation face au risque de BC-FT.

Ainsi dans l'analyse des risques effectuée au plan national, il est considéré que l'assujettissement large au dispositif LCB-FT opéré par les autorités françaises permet, pour l'ensemble des secteurs économiques, une importante remontée d'informations et le croisement de nombreuses sources d'informations provenant des professionnels des secteurs financier comme non financier, atténuant ainsi dans une large mesure les risques identifiés.¹⁰

Le commissaire aux comptes prend en compte cette atténuation des risques lors de l'élaboration de la classification des risques de BC-FT.

3.2 MISSIONS OU PRESTATIONS EFFECTUÉES DANS LE CADRE D'UNE RELATION D'AFFAIRES

Lorsque le commissaire aux comptes effectue une mission ou une prestation dans le cadre d'une relation d'affaires, il lui appartient notamment :

- d'exercer une vigilance avant d'accepter la relation d'affaires, ce qui implique :
 - d'identifier le client et de vérifier les éléments d'identification du client (NEP 9605 § 15 à 25) ;
 - d'identifier le bénéficiaire effectif et de vérifier les éléments d'identification du bénéficiaire effectif (NEP 9605 § 26 à 31) ;
 - de recueillir d'autres éléments d'information nécessaires ;

À ce titre le § 32 de la NEP 9605 indique :

« Le commissaire aux comptes recueille et analyse tout autre élément d'information complémentaire nécessaire à la connaissance :

- *de l'objet et de la nature de la mission autre que le contrôle légal ou de la prestation envisagée ;*
- *du client.*

Ces éléments sont :

- *pour les personnes physiques les activités professionnelles actuellement exercées ;*
- *pour les autres personnes ou entités leur activité économique et leur situation financière ;*
- *pour les fiducies ou les dispositifs juridiques comparables relevant du droit étranger la répartition des droits sur le capital ou sur les bénéfices.*

Pour ce faire, le commissaire aux comptes fait usage de son jugement professionnel. »

Le § 39 de la NEP 9605 précise :

« Lorsque le risque de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme présenté par la relation d'affaires paraît faible au commissaire aux comptes, le recueil de tout autre élément d'information complémentaire, tel que prévu au paragraphe 32 de la présente

¹⁰ Cf. Analyse nationale des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme en France, Rapport du Conseil d'orientation de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (COLB), septembre 2019, p. 7.

norme, peut être simplifié en adaptant l'étendue des moyens mis en œuvre, la quantité d'informations collectées et la qualité des sources d'information utilisées. »

À l'occasion de ce recueil d'information, le commissaire aux comptes pourra notamment collecter l'information relative au fait que l'entité avec laquelle il a noué une relation d'affaires est soumise au dispositif LCB-FT.

- d'exercer des mesures de vigilance complémentaires lorsque le bénéficiaire effectif est une personne exposée ou s'il s'agit d'une personne physique ou morale domiciliée, enregistrée ou établie dans un État ou territoire figurant sur les listes du Gafi ou de la Commission européenne (NEP 9605 § 34 et 35) ;
- d'exercer une vigilance au cours de la relation d'affaires, ce qui implique :
 - d'exercer une vigilance constante **sans avoir à réaliser d'investigations spécifiques ayant pour objectif de rechercher des opérations susceptibles de comporter un risque de blanchiment des capitaux ou de financement du terrorisme** (NEP 9605 § 42) ;
 - de procéder à un examen attentif des opérations, **objet des contrôles qu'il met en œuvre pour les besoins de la mission ou de la prestation fournie**, en veillant à ce qu'elles soient cohérentes avec les activités professionnelles du client ou de la personne ou entité dont des opérations font l'objet des contrôles (NEP 9605 § 42) ;
 - selon son appréciation du risque de BC-FT présenté par certaines de ces opérations, de s'enquérir de l'origine et de la destination des fonds concernés par ces opérations (NEP 9605 § 42) ;
 - en cas de connaissance d'une opération estimée particulièrement complexe ou d'un montant inhabituellement élevé ou ne paraissant pas avoir de justification économique ou d'objet licite, se renseigner sur l'origine et la destination des fonds concernés par l'opération ainsi que sur l'objet de l'opération et l'identité de la personne qui en bénéficie (NEP 9605 § 43) ;
 - d'exercer son jugement professionnel quant à la cohérence des informations collectées au regard de sa connaissance du client ou de la personne ou entité dont des opérations font l'objet des contrôles (NEP 9605 § 44) ;
 - de mettre en place des mesures de vigilance simplifiées ou renforcées selon que le risque de BC-FT présenté par la relation d'affaires apparaît faible ou élevé (NEP 9605 § 45 et 46).

En cas de mise en place de mesures de vigilance renforcées, le commissaire aux comptes sélectionne des opérations, selon son jugement professionnel, **parmi celles objet des contrôles qu'il met en œuvre pour les besoins de la mission ou de la prestation (NEP 9605 § 46).**

La NEP 9605 précise également :

« Ces mesures de vigilance renforcées consistent à se renseigner sur :

- *l'objet et la cohérence économique de l'opération et l'identité de la personne qui en bénéficie ; et*
- *l'origine et la destination des fonds. »* (NEP 9605 § 46)

« Le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel pour apprécier la cohérence des informations collectées au regard de sa connaissance du client ou de la personne ou entité dont des opérations font l'objet des contrôles. » (NEP 9605 § 47).

- de mettre en place des mesures de vigilance complémentaires lorsque la mission ou la prestation est réalisée pour une personne physique ou morale domiciliée, enregistrée ou établie dans un État ou territoire figurant sur les listes du Gafi ou de la Commission européenne (NEP 9605 § 48) ;
- d'actualiser l'évaluation du risque de BC-FT présenté par la relation d'affaires et d'adapter les mesures de vigilance (NEP 9605 § 49 à 55).

Par ailleurs, dans le cas d'une mission de contrôle légal, selon la doctrine de la CNCC¹¹, les obligations du commissaire aux comptes au regard du contrôle du respect par l'entité des textes légaux et réglementaires qui lui sont applicables, en la circonstance le dispositif LCB-FT, sont strictement limitées par les textes qui régissent cette mission, à :

- la certification des comptes ;
- les vérifications spécifiques annuelles ;
- les autres interventions particulières définies par la loi ou le règlement.

Au-delà de ces obligations, le commissaire aux comptes n'est pas le « gardien de toute la légalité », qui aurait vocation à contrôler la correcte application, par les entités contrôlées, de l'ensemble des dispositions légales et réglementaires qui leur sont applicables.

La NEP 250 *Prise en compte du risque d'anomalies significatives dans les comptes résultant du non-respect de textes légaux et réglementaires* distingue clairement les diligences à effectuer sur les textes de catégorie 1, relatifs à l'établissement et à la présentation des comptes, qui ont une incidence sur la détermination d'éléments significatifs des comptes, et contribuent à la régularité, la sincérité et l'image fidèle des comptes. Ainsi, pour ces textes de catégorie 1, il appartient au commissaire aux comptes de collecter des éléments suffisants et appropriés justifiant de leur respect.

Dans le cadre d'une mission de contrôle légal, selon la NEP 250 et l'avis technique - *Le commissaire aux comptes et le respect des textes légaux et réglementaires*, le dispositif LCB-FT ne fait pas partie des textes de catégorie 1 et peut faire partie, en fonction de l'activité de l'entité concernée, des textes qualifiés de textes de « catégorie 2 »¹² c'est-à-dire :

1. « les textes dont le non-respect est susceptible d'engendrer des flux financiers (amendes, pénalités, demandes de remboursement, ...) susceptibles d'avoir une incidence significative sur les comptes (nécessitant de constituer des provisions ou de communiquer une information dans l'annexe au titre des passifs éventuels) ;
2. les textes dont le non-respect est susceptible de faire peser un risque sur la poursuite des activités de l'entité. »

Les diligences du commissaire aux comptes concernant cette catégorie de texte sont fixées par la NEP 250 :

¹¹ CNCC - Avis technique - *Le commissaire aux comptes et le respect des textes légaux et réglementaires* – Novembre 2015.

¹² § 2.2. Avis technique - *Le commissaire aux comptes et le respect des textes légaux et réglementaires*.

« 07. Lorsque le commissaire aux comptes identifie des textes légaux et réglementaires qui ne sont pas relatifs à l'établissement et à la présentation des comptes mais dont le non-respect peut avoir des conséquences financières pour l'entité, telles que des amendes ou des indemnités à verser, ou encore peut mettre en cause la continuité d'exploitation :

- il s'enquiert auprès de la direction du respect de ces textes ;
- il prend connaissance de la correspondance reçue des autorités administratives et de contrôle pour identifier les cas éventuels de non-respect des textes. »

En conclusion, lorsque le commissaire aux comptes, dans le cadre d'une relation d'affaires au sens de la NEP 9605, intervient dans une entité soumise au dispositif LCB-FT, il applique les obligations de vigilance rappelées ci-avant, et :

- dans le cadre de la mission de contrôle légal, il applique les dispositions de la NEP 250 et en particulier son § 07 cité ci-avant ;
- dans le cadre de missions autres que la mission de contrôle légal ou de prestations fournies dans le cadre d'une relation d'affaires, la NEP 250 n'est pas applicable et les textes légaux et réglementaires n'imposent pas au commissaire aux comptes de diligences relatives au respect par l'entité concernée des textes qui lui sont applicables incluant le dispositif LCB-FT.

3.3 PRESTATIONS FOURNIES À UN CLIENT OCCASIONNEL

Lorsque le commissaire aux comptes fournit une prestation à un client occasionnel, il lui appartient :

- de s'enquérir auprès du client occasionnel de la nature de l'opération ou des opérations concernées par la prestation envisagée ainsi que de l'objet et de la nature de cette prestation (NEP 9605 § 56) ;
- d'identifier le client occasionnel et, le cas échéant, le bénéficiaire effectif et de vérifier leurs éléments d'identification lorsque la prestation envisagée concerne une opération ou des opérations liées réalisées ou envisagées par le client occasionnel :
 - d'un montant qui excède 15 000 euros ; ou
 - présentant les caractéristiques d'une opération devant faire l'objet d'une déclaration à TRACFIN (NEP 9605 § 57).

À l'occasion de ce recueil d'information, le commissaire aux comptes pourra notamment avoir connaissance du fait que l'entité qui sollicite la prestation est soumise au dispositif LCB-FT.

- S'il n'est pas en mesure d'identifier le client occasionnel ou, le cas échéant, le bénéficiaire effectif ou de vérifier leurs éléments d'identification, de ne pas accepter de fournir la prestation (NEP 9605 § 58).

En conclusion, lorsque le commissaire aux comptes fournit une prestation à un client occasionnel au sens de la NEP 9605, à une entité soumise au dispositif LCB-FT, il applique les obligations rappelées ci-avant, et n'a pas de diligences à effectuer relatives au respect par l'entité concernée des textes qui lui sont applicables incluant le dispositif LCB-FT.

a) NEP 9605 § 04

« Cette norme s'applique à tout commissaire aux comptes intervenant ès qualités de commissaire aux comptes, quelle que soit la mission qu'il met en œuvre ou la prestation qu'il fournit pour un client dans le cadre d'une relation d'affaires ou pour un client occasionnel, qu'il réalise ou non la mission de contrôle légal de la personne ou de l'entité pour laquelle il intervient, qu'il exerce en nom propre ou au sein d'une société.

L'intervention ès qualités de commissaire aux comptes résulte :

- des dispositions légales et réglementaires sur le fondement desquelles la mission ou la prestation est mise en œuvre ;
- de la mention de la qualité de commissaire aux comptes dans les documents de restitution de la mission ou de la prestation ;
- ou encore de la référence, dans ces documents, à l'application des normes relatives à l'exercice professionnel des commissaires aux comptes ou de la doctrine professionnelle élaborée par la Compagnie nationale des commissaires aux comptes.

Elle peut en outre résulter d'un faisceau d'indices parmi lesquels l'utilisation d'un papier à en-tête d'une structure ayant pour objet l'exercice du commissariat aux comptes. »

b) NEP 9605 § 10

« Relation d'affaires : Une relation d'affaires est une relation professionnelle nouée avec un client pour réaliser :

- des missions visées au paragraphe 8 de la présente norme ; ou
- des prestations qu'un commissaire aux comptes fournit à la personne ou à l'entité pour laquelle il exerce la mission de contrôle légal ; ou
- des prestations qu'un commissaire aux comptes fournit de manière régulière à une personne ou une entité pour laquelle il n'exerce pas la mission de contrôle légal. Il peut s'agir par exemple d'attester tous les mois d'un élément de comptes à la demande du client pour les besoins d'un tiers. »

c) NEP 9605 § 11

« Prestation : Conformément à l'article R. 820-1-1 du code de commerce, le terme prestation recouvre les services et attestations qui ne sont pas des missions visées au paragraphe 8 de la présente norme, qu'un commissaire aux comptes fournit à une personne ou une entité pour laquelle il exerce ou non la mission de contrôle légal. Il peut s'agir par exemple d'un audit financier contractuel ou encore d'une revue de conformité à un référentiel. »

d) NEP 9605 § 07

« Client occasionnel : Le client occasionnel désigne la personne ou l'entité à laquelle un commissaire aux comptes fournit une prestation visée au paragraphe 11 de la présente norme sans qu'une relation d'affaires soit nouée. »

Le § 11 de la NEP 9605 précise : « Prestation : Conformément à l'article R. 820-1-1 du code de commerce, le terme prestation recouvre les services et attestations qui ne sont pas des missions visées au paragraphe 8 de la présente norme, qu'un commissaire aux comptes fournit à une personne ou une entité pour laquelle il exerce ou non la mission de contrôle légal. Il peut s'agir par exemple d'un audit financier contractuel ou encore d'une revue de conformité à un référentiel. »

e) *Article L. 561-2 du code monétaire et financier*

« Sont assujettis aux obligations prévues par les dispositions des sections 2 à 7 du présent chapitre :

1° Les organismes, institutions et services régis par les dispositions du titre Ier du présent livre, y compris les succursales des établissements de crédit mentionnés à l'article L. 511-22 et des établissements financiers mentionnés à l'article L. 511-23 ;

1° bis Les établissements de paiement régis par les dispositions du chapitre II du titre II du présent livre y compris les succursales des établissements de paiement mentionnés au II de l'article L. 522-13 ;

1° ter Les établissements de monnaie électronique régis par le chapitre VI du titre II du présent livre y compris les succursales des établissements de monnaie électronique mentionnés à l'article L. 526-24 ;

1° quater Les établissements de crédit, les établissements de paiement et les établissements de monnaie électronique ayant leur siège social dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'Espace économique européen en tant qu'ils exercent leur activité sur le territoire national en ayant recours aux services d'un ou plusieurs agents pour la fourniture de services de paiement en France ou d'une ou plusieurs personnes en vue de distribuer en France de la monnaie électronique au sens de l'article L. 525-8 ;

2° Les entreprises mentionnées aux articles L. 310-1 et L. 310-2 du code des assurances ;

2° bis Les institutions ou unions régies par le titre III du livre IX du code de la sécurité sociale ;

2° ter Les mutuelles et unions réalisant des opérations mentionnées au 1° du I de l'article L. 111-1 du code de la mutualité ;

2° quater Les fonds de retraite professionnelle supplémentaire mentionnés à l'article L. 381-1 du code des assurances ;

2° quinques Les mutuelles ou unions de retraite professionnelle supplémentaire mentionnées à l'article L. 214-1 du code de la mutualité ;

2° sexies Les institutions de retraite professionnelle supplémentaire mentionnées à l'article L. 942-1 du code de la sécurité sociale ;

3° Les intermédiaires en opérations de banque et en services de paiement mentionnés à l'article L. 519-1 lorsqu'ils agissent en vertu d'un mandat délivré par un client et qu'ils se voient confier des fonds en tant que mandataire des parties ;

3° bis Les intermédiaires d'assurance définis à l'article L. 511-1 du code des assurances sauf ceux qui agissent sous l'entière responsabilité de l'organisme ou du courtier d'assurance ;

4° Les intermédiaires en financement participatif mentionnés à l'article L. 548-2 ;

5° La Banque de France, l'institut d'émission des départements d'outre-mer mentionné à l'article L. 711-2 du présent code et l'institut d'émission d'outre-mer mentionné à l'article L. 712-4 du même code ;

6° Les entreprises d'investissement, y compris les succursales d'entreprises d'investissement mentionnées à l'article L. 532-18-1 ainsi que les succursales d'entreprises d'investissement mentionnées à l'article L. 532-48, les personnes mentionnées à l'article L. 440-2, les entreprises de marché mentionnées à l'article L. 421-2, les dépositaires centraux mentionnés aux 1° et 2° du I de l'article L. 441-1 et gestionnaires de systèmes de règlement et de livraison d'instruments financiers, les conseillers en investissements financiers, les prestataires de services de financement participatif au titre de leurs activités mentionnées à l'article L. 547-4 et les intermédiaires habilités mentionnés à l'article L. 211-4, ainsi que les placements collectifs mentionnés au I de l'article L. 214-1 et les sociétés de gestion de placements collectifs mentionnées à l'article L. 543-1 et les succursales des sociétés de gestion européennes d'OPCVM et de FIA mentionnées aux articles L. 532-20-1 et L. 532-21-3 ;

6° bis Les prestataires de services d'investissement ayant leur siège social dans un autre Etat membre de l'Union européenne en tant qu'ils exercent leur activité sur le territoire national en ayant recours à des agents liés mentionnés à l'article L. 545-1 du code monétaire et financier ;

7° Les changeurs manuels ;

7° bis Les prestataires des services mentionnés aux 1° à 4° de l'article L. 54-10-2 ;

7° ter Les émetteurs de jetons ayant obtenu le visa mentionné à l'article L. 552-4 dans le cadre de l'offre ayant fait l'objet du visa et dans la limite des transactions avec les souscripteurs prenant part à cette offre ;

7° quater Les prestataires agréés au titre de l'article L. 54-10-5, à l'exception des prestataires mentionnés au 7° bis du présent article ;

8° Les personnes exerçant les activités mentionnées au 1°, mais concernant leur activité de location uniquement en exécution d'un mandat de transaction de biens immeubles dont le loyer mensuel est supérieur ou égal à 10 000 euros, ainsi qu'aux 2°, 4°, 5° et 8° de l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce ;

9° Les opérateurs de jeux ou de paris autorisés sur le fondement de l'article L. 321-1 et L. 321-3 du code de la sécurité intérieure, du V de l'article 34 de la loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain et leurs représentants légaux et directeurs responsables ;

9° bis Les opérateurs de jeux ou de paris autorisés sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne et leurs représentants légaux, de l'article 5 de la loi du 2 juin 1891, ayant pour objet de réglementer l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux, de l'article 137 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises ;

10° Les personnes qui négocient des œuvres d'art et des antiquités ou agissent en qualité d'intermédiaires dans le commerce des œuvres d'art et d'antiquités, y compris lorsque celui-ci est réalisé par des galeries d'art, lorsque la valeur de la transaction ou d'une série de transactions liées est d'un montant égal ou supérieur à 10 000 euros et les personnes qui entreposent ou négocient des œuvres d'art ou agissent en qualité d'intermédiaires dans le commerce des œuvres d'art quand celui-ci est réalisé dans des ports francs ou zones franches, lorsque la valeur de la transaction ou d'une série de transactions liées est d'un montant égal ou supérieur à 10 000 euros ;

11° Les personnes acceptant des paiements en espèces ou au moyen de monnaie électronique d'un montant supérieur à un seuil fixé par décret et se livrant au commerce de biens ;

11° bis Les personnes, autres que celles mentionnées aux 1° à 7°, se livrant à titre habituel et principal au commerce de métaux précieux ou de pierres précieuses, lorsque la valeur de la transaction ou d'une série de transactions liées est d'un montant égal ou supérieur à 10 000 euros ;

12° Les experts-comptables, les salariés autorisés à exercer la profession d'expert-comptable en application des articles 83 ter et 83 quater de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant les titres et la profession d'expert-comptable ;

12° bis Les commissaires aux comptes ;

13° Les avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, les avocats, les notaires, les huissiers de justice, les administrateurs judiciaires, les mandataires judiciaires et les commissaires-priseurs judiciaires, dans les conditions prévues à l'article L. 561-3 ;

14° Les opérateurs de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques lorsque la valeur de la transaction ou d'une série de transactions liées est d'un montant égal ou supérieur à 10 000 euros ;

15° Les personnes exerçant l'activité de domiciliation mentionnée aux articles L. 123-11-2 et suivants du code de commerce ;

16° Les personnes exerçant l'activité d'agents sportifs mentionnés à l'article L. 222-7 du code du sport ;

17° Les personnes autorisées au titre du I de l'article L. 621-18-5 ;

18° Les caisses des règlements pécuniaires des avocats créées en application du 9° de l'article 53 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 au titre des fonds, effets ou valeurs déposés par les avocats pour le compte de leurs clients dans le cadre des activités mentionnées au I de l'article L. 561-3 ;

19° Les greffiers des tribunaux de commerce mentionnés à l'article L. 741-1 du code de commerce.

Les personnes assujetties mentionnées aux 1° à 19° comprennent les personnes physiques et les personnes morales. »

f) *Extrait NEP 9605 § 03*

« Celle-ci s'opère au moins selon les quatre critères suivants :

- les caractéristiques des clients ou des clients occasionnels ;*
- l'activité des clients ou des clients occasionnels ;*
- la localisation des clients ou des clients occasionnels et la localisation de leurs activités ;*
- les missions ou prestations proposées par la structure d'exercice du commissariat aux comptes. »*

g) *Dernier alinéa de l'article L. 561-4-1 du code monétaire et financier*

« Pour l'identification et l'évaluation des risques de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme auxquels elles sont exposées, les personnes mentionnées ci-dessus tiennent compte des facteurs inhérents aux clients, aux produits, services, transactions et canaux de distribution, ainsi qu'aux facteurs géographiques, précisés par arrêté du ministre chargé de l'économie, ainsi que des recommandations de la Commission européenne issues du rapport prévu par l'article 6 et des facteurs de risque mentionnés aux annexes II et III de la directive 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, ainsi que de l'analyse des risques effectuée au plan national dans des conditions fixées par décret. »